

La droite vénézuélienne et ses plans violents pour torpiller les législatives



Le président Nicolas Maduro et plusieurs autres personnalités politiques du Venezuela ont dénoncé les dessins de la droite locale et étrangère de créer un climat de violence peu avant les législatives du 6 décembre.

Le président vénézuélien a dénoncé de nouveaux attentats orchestrés contre le système électrique, ainsi que contre les opérations de distribution de denrées sur les marchés populaires ouverts à l'occasion des fêtes de fin d'année.

Ces actions viendraient s'ajouter à la manipulation médiatique de la mort de Luis Díaz, Secrétaire Général de l'organisation d'opposition Action Démocratique dans une petite commune l'État de Guarico, un crime que certains médias ont essayé de présenter comme un acte de violence politique par les forces du gouvernement alors qu'en réalité, toutes les lignes de l'enquête policière mènent à conclure à un rajustement de comptes entre des bandes de délinquants dont Luis Díaz faisait partie.

Le président Maduro a rappelé qu'il y a peu un candidat de la droite à la députation dans l'Etat de Zulia a été impliqué dans l'assassinat d'un jeune étudiant. Cependant, cette affaire, a-t-il souligné, n'a éveillé aucune réaction de la part de l'Union Européenne, du Département d'État nord-américain ou des ex-présidents comme cela a été le cas de Luis Díaz.

Ces derniers jours, Jorge Arraiza, vice-président exécutif, a fait savoir que les services secrets vénézuéliens ont surpris un groupe de mercenaires lorsqu'ils s'apprêtaient à lancer des attaques violentes afin de semer le chaos et de justifier une intervention militaire étrangère.

De son côté, Delcy Rodríguez, ministre des Affaires étrangères, dénonçait la campagne de la droite internationale contre la Révolution bolivarienne dirigée par Luis Almagro, secrétaire général de l'OEA, l'Organisation des États Américains, une organisation qui a perdu du crédit dans la région.

Un climat de tension règne quelques jours avant les élections où la nouvelle composition des 167 sièges de l'Assemblée Nationale sera décidée.

L'opposition de droite cherche désespérément à remporter la majorité des sièges afin de torpiller les initiatives du gouvernement et de faire reculer le processus entamé par feu le président Hugo Chávez, en 1999.

A ce sujet, Oscar Schemel, directeur de l'agence de sondages Hinterlaces, a déclaré que quel qu'il soit le résultat des législatives du 6 décembre, le chavisme restera la première force politique, sociale et symbolique du Venezuela.

«Ce qui était avant des revendications aujourd'hui sont des acquis et des droits civils, mais maintenant il y a de nouvelles questions qui exigent des réponses différentes, surtout celles qui sont liées à la réalité économique du pays et non seulement sur le plan social mais aussi sur le plan macro-économique» a souligné Oscar Schemel.

Les jours qui restent sont cruciaux. Les Vénézuéliens sont appelés à choisir, aux urnes, entre la poursuite du modèle socialiste mis en place par Hugo Chávez ou le retour au passé de néo-libéralisme et de privatisations dont les empreintes douloureuses sont encore récentes dans la patrie de Bolivar.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/77470-la-droite-venezuelienne-et-ses-plans-violents-pour-torpiller-les-legislatives>



Radio Habana Cuba